

LA GRANDE HISTOIRE DU SIONISME

Depuis le 7-Octobre 2023, Israël affronte une guerre existentielle déclenchée par le Hamas. Mais une autre bataille, décisive, se joue : celle de l'opinion. L'antisémitisme, forme décomplexée de l'antisémitisme, prospère sur les réseaux sociaux, inversant les responsabilités et accusant Israël de crimes qu'il ne commet pas. Dans ce contexte, comprendre l'histoire du sionisme devient une urgence. C'est le sens de cette série impulsée par le KKL de France dans *Actu J*, une semaine sur deux : revenir sur les grandes étapes du retour du peuple juif sur sa terre, des premières Alyot à aujourd'hui. Ensemble, poursuivons ce travail de vérité face à la désinformation, pour mieux défendre le droit d'Israël à exister et à se protéger.



Gil Mihaely

La culture du combat en Israël, de Gil Mihaely. Valeurs Ajoutées Éditions.



ÉPISODE 32

Dans *La culture du combat en Israël**, l'historien et journaliste Gil Mihaely remonte au temps du Yichouv pour montrer comment la défense juive s'est organisée avant même la naissance de l'État. Des premiers volontaires de l'autodéfense juive à Tsahal, il éclaire une culture de survie, d'organisation et de construction nationale. Cet entretien clôt notre série sur les forces armées juives, de la Palestine mandataire à aujourd'hui.

Entretien

« Culture du combat » est le nom de la collection de votre éditeur, mais cette expression est particulièrement adaptée à Israël, engagé depuis sa création dans une lutte existentielle...

Gil Mihaely : Oui, et même avant 1948 !

Ce que je montre dans le livre, c'est que le Yichouv, la communauté et le corps politique qui deviendra Israël, est confronté très tôt à des enjeux de sécurité. J'ai choisi de remonter aux années 1936-1939, lors de la grande révolte arabe, un moment charnière où se dessinent déjà les lignes de fracture du conflit. Dès cette période, le Yichouv développe une organisation militaire embryonnaire. Ce qui se met en place alors, ce n'est pas seulement une force armée, mais un système de défense global entre l'acquisition d'armes, la production, la formation, la recherche, la réflexion stratégique et développe même un système fiscal (« Kofar HaYishouv ») pour le financer ! La particularité de ce modèle est d'autant plus frappante quand on le compare à un autre système créé lui aussi sous le mandat britannique dans un territoire sans institutions préexistantes : la Légion arabe de la Transjordanie. D'un côté, une institution calquée sur le modèle britannique (avec le passage obligé de membres de la famille royale par l'académie de Sandhurst et la cornemuse...) et, de l'autre, une organisation juive originale fondée sur l'initiative et l'innovation.

Pourquoi remonter à la culture politique du Yichouv pour comprendre la place centrale qu'occupe Tsahal aujourd'hui ?

G.M. : Parce que la nation israélienne précède l'État. Contrairement à des pays comme la France où l'État et l'armée ont existé avant la nation, les pionniers juifs sont arrivés avec un projet politique (une petite nation en devenir) et ont dû

Gil Mihaely : « En Israël, la culture du combat est une question de survie collective »

construire eux-mêmes les institutions, y compris la défense. Au départ, les enjeux étaient de protéger les biens, les récoltes, les personnes, mais après la déclaration Balfour et sous le mandat britannique, le conflit a changé de nature pour devenir politique et national. Dans les années 1930, on passe d'une logique de « gardiens » à celle d'une force organisée, chargée de défendre des intérêts nationaux. C'est à ce moment-là que naît une véritable « culture du combat » : une conscience que la survie collective dépend de la capacité à s'organiser et à agir. Une vision fondée sur l'offensive, la qualité des hommes et des femmes, la surprise, le renseignement et la grande proximité avec la société civile et l'économie. Cette culture ne sépare jamais la défense de la terre, de l'implantation et de l'organisation collective : elle est au cœur de l'histoire du Yichouv, et donc aussi de l'histoire du KKL.

Vous montrez que Tsahal n'est pas seulement une armée, mais aussi une institution qui a contribué à construire la nation israélienne. Que voulez-vous dire par là ?

G.M. : Comme je l'ai dit tout à l'heure, la force armée est aussi à l'origine de l'impôt, rôle que l'armée joue partout dans l'histoire... Mais c'est vrai que Tsahal est à la fois un outil de défense et un vecteur d'intégration. Elle ne corrige pas tout, mais elle constitue une seconde chance réelle pour beaucoup car elle compense, même en partie, les inégalités liées à l'origine sociale, au niveau d'éducation des parents ou au lieu de vie. Elle permet à des individus d'accéder à des formations, parfois à des études, et d'entrer dans la vie professionnelle avec des ressources acquises pendant le service militaire. En quelque sorte, Tsahal permet de prendre l'ascenseur social. Par ailleurs, c'est un moteur de développement. Les liens entre l'armée, l'université et le secteur privé ont été déterminants dans l'essor de la Tech israélienne et cela dès la fin des années 1950. Enfin, l'armée crée un tissu social très dense qui irrigue l'ensemble de la société.

Les liens de confiance qui se nouent pendant le service et les périodes de réserve structurent durablement les projets personnels et professionnels. On peut dire qu'Israël est le pays où les dépenses de défense sont les plus utiles à la société et à l'économie. Elles représentent certes un prélèvement sur les ressources et les personnes, mais aussi un investissement particulièrement fructueux. C'est mon argument principal.

Pourquoi, selon vous, la conscription des ultra-orthodoxes suscite-t-elle un débat aussi vif dans la société israélienne aujourd'hui ?

G.M. : Parce qu'elle touche à une question fondamentale : celle du rapport entre communauté religieuse et État. Dès la création d'Israël, un compromis fragile avait été trouvé, notamment sur la question de « qui est juif » et la place de l'orthodoxie qui a reçu un monopole informel. Aujourd'hui, ce compromis atteint ses limites. Une partie importante de la population ultra-orthodoxe ne participe ni à l'armée ni pleinement à l'économie, tout en bénéficiant de financements publics. Cela crée un déséquilibre croissant, d'autant plus que cette population est en forte expansion. Ainsi, malgré une démographie dynamique, Israël est menacé par un déséquilibre sévère entre ceux qui créent de la valeur, paient des impôts et assurent les services publics et portent le fardeau de la défense, et ceux qui en bénéficient sans y contribuer.

Le débat actuel ne porte pas seulement sur le service militaire, mais sur la capacité de l'État à maintenir un modèle où chacun contribue à l'effort collectif. Pour beaucoup d'Israéliens, au-delà de la question de la justice, à terme, la situation actuelle paraît difficilement soutenable. Des solutions intermédiaires pourraient émerger dans l'hypothèse d'une alternance politique, comme des quotas, un service adapté ou un conditionnement des aides publiques. Mais une chose est sûre, la question ne pourra plus être éludée longtemps... ■